

REPORTAGE. Deux ans après l'incendie de Lubrizol, une manifestation sous un nuage d'incertitudes

Le 26 septembre 2019, un incendie dévastait l'usine Lubrizol, à Rouen, avec 9 000 tonnes de produits détruits. Deux ans plus tard, entre 200 et 250 personnes ont manifesté pour dire leur désarroi face à des incertitudes toujours pas levées.



Le début de la manifestation ce dimanche 26 septembre, devant la préfecture de Seine-Maritime, à Rouen. | MARC BRAUN

Ouest-France Marc BRAUN.

Modifié le 26/09/2021 à 17h17

« Ce n'est pas compliqué : quand j'aperçois de la fumée noire, je flippe, avant même de savoir qu'il s'agit, par exemple, de pneus qui brûlent à l'occasion d'une manifestation. C'est toujours là, presque palpable, avec les odeurs bien en mémoire. » Bruno, arrivé de Sainte-Croix-sur-Buchy à 35 km de Rouen (Seine-Maritime), fait partie des 200 à 250 manifestants qui se sont rassemblés ce dimanche 26 septembre 2021. Il a aussi participé aux « Rencontres lubrizolées », organisées par les associations de riverains, les syndicats, remettant sur le pavé rouennais [le sinistre de la nuit du 25 au 26 septembre 2019](#), avec les flammes géantes, le nuage noir porteur de particules dans l'air, véhiculant une odeur insoutenable...

« À la campagne, on a souffert... »

Obane, du haut de ses 11 ans, a décidé de manifester pour la première fois de sa vie, avec sa maman, Isabelle. « On vient de Serqueux, à environ trente minutes de Rouen. Moi j'étais à l'école, on a dû fermer les portes... Et quand je suis rentrée chez moi, il y avait de la suie dans la cour, j'en avais aussi sur mon pantalon. Je voulais être ici parce que l'air qu'on respire, c'est quelque chose d'important. Et j'ai vu ma maman inquiète. »





Obane avec sa maman Isabelle, venues de Serqueux. | MARC BRAUN

Isabelle regrette que « deux ans après l'événement, on nous révèle que le double du seuil d'alerte pour les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), substances cancérigènes, a été atteint. Du coup, je me suis dit qu'il fallait être là. Parce qu'à la campagne aussi, on a souffert et on est inquiet du manque de transparence ».

Valérie Herchuré a encore beaucoup de mal à raconter [l'épisode Lubrizol](#). « Plutôt un très mauvais film à répétition », souffle-t-elle. Agricultrice, éleveuse de vaches laitières près de Forges-les-Eaux, elle a certes été indemnisée pour la perte de production de lait, mais c'est en parlant de ses ânes qu'elle craque. « C'est bien gentil qu'on me donne 800 € pour le lait, mais c'est 7 000 € de manque à gagner en savons à base de lait d'ânesse que j'ai perdus. Et puis, il y a l'idée que l'incendie a pu toucher la campagne aussi loin, je ne m'en remets toujours pas. »

Face à Lubrizol, symboliquement

Partis de la préfecture, derrière une bache avec le slogan « Lubrizol coupable, État complice », les manifestants n'ont pu se rendre vers le centre de Rouen. « Nous le savons, il y a le semi-marathon. Mais du coup, on file vers le pont Flaubert, quasiment face à l'usine Lubrizol. C'est très fort symboliquement, apprécie quand même Jennifer, qui réside au Petit-Quevilly. L'entreprise a tout fait pour se dédouaner, pour ne pas payer. Il faut continuer de manifester, de faire monter la pression sur le groupe industriel, sur l'État, d'autant que l'étude de danger remise par le préfet est incomplète, que la liste complète des lieux contaminés par Lubrizol dans ma commune, quartier par quartier, n'est toujours pas fournie... »

Attac, Solidaires 76, CGT, NPA... Ce sombre anniversaire était aussi l'occasion pour [des organisations syndicales](#) et politiques de faire entendre leur voix. Philippe Poutou, candidat du Nouveau parti anticapitaliste à la présidentielle de 2022, a notamment réclamé une « transparence totale, enfin », après l'incendie.

Partager cet article   Le début de la manifestation ce dimanche 26 septembre, devant la préfecture de Seine-Maritime, à Rouen.